

L'HOMME DE LA RUE FORMULE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Par Ruth Walker

Ottawa – Si la guerre est trop importante pour en laisser la responsabilité aux généraux, la politique étrangère est peut-être trop importante pour en laisser le soin à ceux qui portent des pantalons rayés.

Plusieurs pays essayent de nouvelles manières de faire participer leurs citoyens aux questions internationales.

Le Canada s'est imposé comme chef de file dans ce domaine, qu'on appelle parfois la « diplomatie publique ».

À des tables rondes et autres forums, des citoyens bien informés se sont joints aux politiciens et aux diplomates non seulement pour des consultations, mais vraiment pour élaborer la politique étrangère.

Ainsi, quelques jours seulement après une discussion sur le Timor-Oriental en février, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, a fait une déclaration qui reflétait de très près les recommandations du public.

De plus, l'exemple canadien a un grand rayonnement. « Nous considérons que le Canada est l'un des pays qui font œuvre de pionnier en la matière, surtout depuis que le ministre Axworthy s'occupe de la question, a déclaré M. Rudiger Lemp, un fonctionnaire de l'ambassade d'Allemagne à Ottawa.

Le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (CCDPE) est au cœur des efforts déployés par Ottawa pour faire participer le public à l'élaboration de la politique. Depuis 15 ans, indique le directeur national du CCDPE, M. Steven Lee, « on a pris conscience que le public peut contribuer utilement à la réflexion sur la politique étrangère ».

M. Lee hésite à associer des éléments de politique trop directement à des participations précises du public. « Cette association ne rendrait pas justice à la dynamique du processus. »

Toutefois, il cite un certain nombre d'exemples où la contribution du public a été précieuse. « Pour les armes légères, par exemple, ajoute M. Lee, les intervenants



dont des personnes à l'extérieur du gouvernement nous ont fourni l'optique médicale ainsi que celle du contrôle des armes à feu et du maintien de l'ordre ».



La Slovaquie est l'un des nombreux pays qui suivent les efforts d'Ottawa pour faire participer le public à l'élaboration de la politique. La Grande-Bretagne est une autre nation dont les représentants à Ottawa ont étudié de près le CCDPE. Son premier ministre Tony Blair et son ministre des Affaires étrangères Robin Cook viennent d'ouvrir l'année dernière le Foreign Policy Centre à Londres, destiné, comme le CCDPE, à fournir au gouvernement une nouvelle source de choix en matière de politique.

L'intérêt pour la politique étrangère influencée par le public semble devoir augmenter. La Norvège et l'Afrique du Sud sont deux autres pays dont les diplomates ont consulté le CCDPE.

